

Saint Denis, le 30 avril 2021

ARRETE N° 849

Réglementant les prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié
dans le département de La Réunion pour le mois de mai 2021

**Le préfet de La Réunion
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu l'article L. 410-2 du livre IV du code de commerce relatif à la liberté des prix et de la concurrence et le décret n° 2002-689 du 30 avril 2002 fixant ses conditions d'application ;

Vu les articles R. 671-14 à R. 671-22 du livre VI de la partie réglementaire du code de l'énergie contenant des dispositions relatives au pétrole dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté interministériel du 5 février 2014 relatif à la mise en œuvre des articles précités du code de l'énergie réglementant les prix des produits pétroliers ainsi que le fonctionnement des marchés de gros pour la distribution de ces produits dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1393 du 31 juillet 2015 fixant la réglementation des prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2687 du 30 juillet 2019 modifiant l'arrêté préfectoral n° 1393 du 31 juillet 2015 fixant la réglementation des prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 3701 du 24 décembre 2020 modifiant l'arrêté préfectoral n° 1393 du 31 juillet 2015 fixant la réglementation des prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 589 du 30 mars 2021 réglementant les prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de La Réunion à compter du 1^{er} mars 2021 ;

Vu la communication aux membres de l'observatoire des prix et des revenus en date du 30 avril 2021 ;

Sur proposition du secrétaire général pour les affaires régionales ;

ARRETE

Article 1 : Dans le département de La Réunion, le prix de vente maximal de certains hydrocarbures liquides et du gaz domestique, déterminé en application de la structure de prix résultant des dispositions des articles R.671-14 à R.671-22 du livre VI du code de l'énergie, de l'arrêté interministériel du 5 février 2014 et de l'arrêté préfectoral n° 1393 du 31 juillet 2015, est le suivant à compter du 1^{er} mai 2021 à 0 H :

- SUPER	1,39 €/litre
- GAZOLE	1,04 €/litre
- GAZ BUTANE	18,04 €/bouteille
- GAZOLE NON ROUTIER	0,66 €/litre
- PETROLE LAMPANT	0,65 €/litre

Article 2 : Le prix de vente maximal du supercarburant et du gazole détaxés, destinés aux professionnels de la mer, est le suivant à compter du 1^{er} mai 2021 à 0 H :

- SUPER CARBURANT	0,71 €/litre
- GAZOLE	0,66 €/litre

Article 3 : Pour information, ces prix de vente maximum se décomposent comme suit :

€/litre	SP	SP Bleu	GAZOLE	GNR	PL	Gazole Bleu	GAZ 12,5 KG
Prix maxi HT des importations	0,4101	0,4101	0,3758	0,3758	0,3758	0,3758	6,9873
Prix maxi TTC du passage	0,0185	0,0185	0,0185	0,0185	0,0185	0,0185	3,4599
Prix maximum, TTC, de distribution au stade de gros	1,2684 marge maxi : 0,0824 dont arrondi : -0,0039	0,5884 marge maxi : 0,0963 dont arrondi : 0,0032	0,9184 marge maxi : 0,0909 dont arrondi : 0,0041	0,5384 marge maxi : 0,0909 dont arrondi : 0,0032	0,5284 marge maxi : 0,0868 dont arrondi : -0,0024	0,5384 marge maxi : 0,0909 dont arrondi : 0,0044	16,4348 marge maxi : 5,8625 dont arrondi : -0,0020
Prix maximum, TTC, de distribution au stade de détail	1,3900 marge maxi : 0,1216	0,7100 marge maxi : 0,1216	1,0400 marge maxi : 0,1216	0,6600 marge maxi : 0,1216	0,6500 marge maxi : 0,1216	0,6600 marge maxi : 0,1216	18,0400 marge maxi : 1,6052

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 589 du 30 mars 2021 est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général, le secrétaire général pour les affaires régionales, les sous-préfets de Saint-Benoît, Saint-Paul et Saint-Pierre, le directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de La Réunion, le colonel commandant la gendarmerie de La Réunion, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur de la Mer-Sud océan Indien, le directeur régional des douanes et droits indirects de La Réunion et tous agents dûment habilités en matière de prix, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le préfet


Jacques BILLANT